



Paris, le 7 septembre 2020

Communication interfédérale CGT, CFE-CGC, CFDT et FO

Les quatre fédérations syndicales CGT – CFE-CGC – CFDT – FO demandent à rencontrer le Premier Ministre sur l'avenir d'EDF

Mobilisées depuis plus d'un an sur l'avenir d'EDF, l'interfédérale constituée des quatre organisations syndicales représentatives CGT – CFE CGC Energies – CFDT – FO Énergies et Mines vient d'écrire au Premier Ministre pour demander à le rencontrer sur l'avenir d'EDF

Fortes des mobilisations des salariés du Groupe EDF fin 2019, l'interfédérale souhaite l'alerter sur la situation d'EDF et lui faire part de sa vision quant à l'avenir de l'entreprise et au rôle central qu'elle doit jouer dans la politique énergétique et climatique du pays. L'objectif est aussi pour l'interfédérale de réaffirmer son opposition catégorique au projet de démantèlement d'EDF, baptisé du nom d'Hercule, et d'appeler le Premier Ministre à prendre les mesures concrètes qui permettront à ce grand groupe industriel de service public de devenir le fer de lance de la relance, au service de la Nation.

L'interfédérale est convaincue que l'avenir d'EDF, ce n'est ni Hercule, un projet purement financier bâti en catimini et inspiré des banques d'affaires sans aucune vision stratégique ou industrielle. Ni un énième plan de cessions et d'économies pour répondre à des injonctions financières, qui ne règle en rien les problèmes économiques de fond auxquels EDF est confrontée et qui limite sa capacité d'investissement.

A l'heure du plan de relance qui vise la décarbonation de l'économie pour « *faire de l'économie française la plus décarbonée d'Europe* », l'interfédérale défend que l'avenir d'EDF, c'est d'être à la pointe de la relance bas carbone voulue par le Gouvernement en mobilisant EDF et sa capacité d'investissement.

Face à la lourde responsabilité de l'État dans la dégradation de la situation financière d'EDF qui constitue un frein aux investissements de l'entreprise, l'interfédérale demande au Gouvernement de donner à EDF les moyens d'investir pour participer pleinement à la relance industrielle dont le pays a urgemment et massivement besoin. C'est d'autant plus essentiel que le Groupe EDF a su répondre présent lorsque la France s'est retrouvée à l'épicentre de la crise sanitaire et qu'il a fait le choix de ne pas recourir à la solidarité nationale alors qu'il était lui aussi lourdement impacté par la crise.

Assurer la sécurité énergétique du pays, participer à la relance de son économie et à la relocalisation de pans entiers de production, garantir la souveraineté nationale, énergétique, mais aussi industrielle, et être plus que jamais à la pointe de la lutte contre le réchauffement climatique au service de l'intérêt général et de la Nation, c'est pour l'interfédérale la véritable raison d'être du Groupe EDF.